

# Les Soviets : Leur origine, leur développement et leurs fonctions

**Andrés Nin**

*Texte publié pour la première fois à Valence dans les « Cuadernos de cultura », n°65, en 1932, sous le titre « Los Soviets: su origen, desarrollo y funciones ».*

*Une traduction partielle fut publiée dans les « Cahiers de la Taupe » en 1978. Traduction complète et retranscription: Aulfo Riera et Sylvia Nerina*

## **Origine et caractéristiques des soviets**

Le terme russe de soviet signifie simplement « conseil » ou « comité ». Le sens de ce terme est pourtant couramment ignoré bien que la révolution russe l'ait définitivement incorporé au vocabulaire de tous les pays. Le terme n'a donc rien de mystérieux, et le soviet n'est pas une création proprement spécifique de « l'âme slave », comme le prétendent ceux qui veulent faire de la grande révolution d'octobre un phénomène spécifiquement russe, mais une forme d'organisation et de combat que la classe ouvrière russe et que le prolétariat de tous les pays se sont appropriés. Il est possible qu'une grande partie des masses exploitées ignore la vraie signification de ce terme, mais elles savent parfaitement que c'est avec des mots d'ordre de « tout le pouvoir aux soviets » que le prolétariat russe abattit le régime capitaliste en 1917, et que, sur la base des soviets, il a entrepris de bâtir une nouvelle société sans exploités. Et ceci suffit, en y ajoutant la haine profonde que la bourgeoisie éprouve envers l'idée de soviets, pour que les travailleurs du monde entier comprennent que leur émancipation est indissolublement liée au triomphe de cette idée.

Mais cette compréhension, dictée par l'instinct de classe ne suffit pas. Pour les ouvriers et paysans espagnols, le problème des soviets revêt un caractère éminemment pratique, puisque, sans la création d'organes de ce type, leur victoire sera impossible. Il est donc utile que les masses travailleuses aient une idée claire de l'origine, du développement et des fonctions de ces organismes.

Les soviets sont apparus au cours de la première révolution russe, celle de 1905. Leur création ne résultait de l'initiative d'aucun parti ni groupe politique, mais elle fut l'œuvre spontanée des masses et du développement des événements révolutionnaires. Les soviets ne surgirent pas d'un seul coup, sous la forme relativement définie qu'ils ont pris en octobre de cette année ; quand le mouvement atteignit son apogée ; ils furent le résultat de la transformation des différents organismes de combat créés au cours de la lutte. Il s'est produit un processus très original. « L'histoire – comme le dit l'écrivain russe Nevski – à travers les masses ouvrières qui la façonnaient, paraissait passer d'une forme d'organisation à une autre, la modifiant sans cesse, éliminant certains éléments et en introduisant d'autres, tantôt simplifiant, tantôt compliquant l'organisation. » Dans certains cas, les soviets sont apparus comme le développement naturel des comités de grève créés par les cheminots. Dans d'autres cas, par le développement de ces comités dans les usines et les ateliers. C'est ce qui s'est produit, par exemple, à Ekaterinoslav, Rostov, Novorossisk, Krasnogorsk, Kiev, Libau, Reval et autres lieux. Ces comités, qui n'avaient au début d'autres fonctions que de diriger les mouvements grévistes, se transformait peu à peu, sous l'impulsion des événements révolutionnaires, en organes représentatifs de toute la classe ouvrière qui se mettaient d'accord avec les représentants des différents partis du prolétariat en établissant une coalition de combat. Les soviets de Petrograd eurent une origine

analogue. Au début, il s'agissait uniquement d'un système de représentants d'usine, délégués par leurs camarades pour négocier avec les patrons, récolter de l'argent pour les grévistes, etc.

L'apparition de ces organisations joua un rôle immense dans le développement de la révolution de 1905. Sans elles le mouvement aurait échappé au contrôle du prolétariat, puisque, avant leur création, à la tête du mouvement, se trouvaient des organisations de caractère nettement bourgeois, qui avaient dévié le mouvement, le soustrayant à l'hégémonie du prolétariat et le subordonnant à la direction de la bourgeoisie libérale. Sans ces organisations créées par le prolétariat dans le feu de la lutte, le puissant mouvement de 1905 n'aurait pu se transformer en insurrection.

Quoi qu'il en soit, le fait est que la classe ouvrière russe a créé une organisation complètement originale qui se distinguait de toutes les autres organisations, tant par ce qu'elle résulte de son initiative exclusive, que par les procédés qui présidèrent à la création des soviets et le but pour lequel ils apparurent. Les soviets sont créés uniquement par les classes révolutionnaires (ouvriers, paysans, employés) ; ils se constituent, non en accord avec la loi, mais par la voie révolutionnaire, par l'activité directe des masses exploitées, et se transforme en instrument de l'insurrection et en embryon du futur pouvoir prolétarien. En réalité, ils sont déjà un pouvoir, la dictature du prolétariat en germe. « Ils agissaient comme s'ils étaient déjà la pouvoir, dit Lénine, s'emparant par exemple des imprimeries (à Petrograd), arrêtant les agents de police qui empêchaient le peuple révolutionnaire de réaliser ses droits. Ils agissaient comme pouvoir en incitant le peuple à ne pas donner d'argent au gouvernement. Ils confisquaient des fonds (comité de cheminots dans le sud), et les consacraient à satisfaire les besoins du nouveau gouvernement, d'un gouvernement populaire, révolutionnaire ». « Les organes de pouvoir que nous décrivons, dit aussi Lénine, étaient la dictature en germe, puisque ce pouvoir ne reconnaissait aucun autre pouvoir, aucune autre loi, aucune autre norme, d'où qu'elle vienne. Un pouvoir illimité, extralégal, qui s'appuie sur la force au sens le plus direct de ce terme, c'est la dictature. Mais la force sur laquelle s'appuyait et aspirait à s'appuyer ce nouveau pouvoir, n'était pas la force des baïonnettes, ni celle de l'argent, ni celle d'aucune institution antérieure. Rien de cela. Le nouveau pouvoir n'avait ni les armes, ni l'argent, ni les anciennes institutions. Sur quoi s'appuyait cette force ? Sur la masse populaire. C'est là le trait distinctif fondamental de ce nouveau pouvoir en comparaison avec le pouvoir antérieur. Ceux-là étaient les organes du pouvoir de la minorité sur le peuple, sur la masse des ouvriers et des paysans. Ceux-ci étaient les organes du pouvoir du peuple, des ouvriers et paysans, sur la minorité, sur une poignée d'agents de police, de nobles et de fonctionnaires privilégiés. »

Au début les partis ouvriers ne se sont pas rendus compte de l'immense importance des soviets. Jusqu'à décembre, quand la lutte prit la forme de l'insurrection armée, ils n'ont pas compris toute leur signification profonde. Il y eut même des tentatives de représentants de ces partis pour se retirer des nouveaux organes qu'ils considéraient indéfinis et grisaille. Lénine lui-même, jusqu'en mars 1906, ne parle pas des soviets comme d'organes du nouveau pouvoir révolutionnaire. Mais les bolcheviks furent néanmoins les premiers à comprendre l'importance des soviets comme organes de l'insurrection, comme cadre le plus approprié pour réaliser le front unique de tous les éléments révolutionnaires du prolétariat, et ainsi, au fur et à mesure que les événements prirent une tournure décisive, ce furent les bolcheviks qui jouèrent le rôle principal dans les soviets.

Il ne fait aucun doute que le prolétariat russe, en créant les soviets, donna au prolétariat international une nouvelle forme d'organisation de la classe ouvrière. Les soviets sont, en réalité, des organes nettement révolutionnaires, inconcevables dans une époque de développement pacifique et qui ont pour but la transformation immédiate et radicale de toutes les relations sociales. Le prestige de cette nouvelle forme d'organisation était immense parmi les masses ouvrières russes. Les travailleurs disaient : « ce que dit le soviets, nous le feront » ; et en effet, ils le considéraient comme leur propre gouvernement, ils mettaient en pratique sans hésiter ses ordres et ses décrets. Il n'a jamais existé d'organisation qui puisse compter avec une confiance aussi illimitée des masses et qui leur soit aussi étroitement liées. Les ouvriers dans les usines élistaient leurs députés au soviets. Ces derniers devaient rendre compte de leur gestion à leur électeurs, et qu'un député n'ayant pas remplis de façon satisfaisante la mission confiée, soit révoqué et remplacé était chose courante. Comme nous le verrons

plus loin en étudiant la structure des soviets, presque tous avaient un comité exécutif pour le travail courant ; et toutes les questions importantes étaient amplement discutées dans les sessions plénières. Les soviets étaient une organisation de base au fonctionnement largement démocratique.

Les fonctions et le rôle se modifiaient selon les circonstances du moment. Au début, nous l'avons vu, ils ne sont rien de plus que de simples comités de grève ; plus tard, ils se transforment en organes représentatifs de la classe ouvrière ; ensuite, en organes de l'insurrection et en embryon de pouvoir ; finalement, avec la victoire de la révolution prolétarienne, la forme soviétique est celle que revêt précisément la dictature du prolétariat. La forme soviétique de la dictature du prolétariat est donc la forme du prolétariat organisé comme pouvoir d'Etat qui fonde la possibilité de domination politique complète et se transforme en puissant instrument de transformation sociale et politique.

## ***Les soviets devant la prise du pouvoir***

### **1) Le premier soviet**

Le premier soviet est apparu à Ivanovo-Vosnesensk, centre le plus important de l'industrie textile russe. Le mouvement ouvrier de cette ville était l'un des plus anciens du pays. L'influence des idées socialistes y était très forte, mais le mouvement se distinguait par une caractéristique spéciale : le rôle dirigeant n'était pas tenu par l'agitateur extérieur ou l'intellectuel, comme c'était souvent le cas, mais par les éléments de la classe ouvrière locale eux-mêmes. La masse était néanmoins généralement inculte, comme c'est fréquent parmi les ouvriers de cette branche d'industrie, qui s'est toujours caractérisée, dans tous les pays, par les pires conditions de travail.

Le mouvement révolutionnaire de 1905 eu une répercussion immédiate sur cette masse d'ouvriers exploités, surtout à la proximité de centres ouvriers aussi importants que Moscou et Orejovo Zougevo, où la fermentation révolutionnaire avait atteint le degré maximum.

Le 12 mai éclate à Ivanovo-Vosnesensk la grève des ouvriers du textile qui se transforma en grève générale et joua un rôle immense dans l'histoire du mouvement ouvrier russe. Le 13, lors d'une assemblée des grévistes à laquelle assistèrent 30.000 ouvriers sur les rives du fleuve Talki, un conseil du soviet de 110 délégués fut élu pour conduire les négociations avec les patrons et les autorités au nom de tous et pour la direction de la grève. Ce comité n'était pas un comité de grève ordinaire, tant par sa forme d'élection que par son caractère. Dès le premier moment, un contact étroit s'établit entre le soviet et le parti social démocrate dont le comité local inspirait toutes les résolutions du nouvel organe.

Le soviet, sous l'influence des événements qui se développaient dans le pays acquit rapidement une importance extraordinaire et un caractère révolutionnaire défini. Sa force et son prestige étaient immenses. En réalité, pendant cette période, le double pouvoir existait déjà à Ivanovo-Vosnesensk. On ne pouvait rien imprimer dans aucune imprimerie sans autorisation du soviet. Celui-ci refusa par exemple d'autoriser l'impression d'un document par lequel un représentant de l'autorité s'adressait au nouvel organisme créé par les travailleurs. Alors que le soviet soumettait à son contrôle la publication de tous les documents qui émanaient de la classe ennemie, il publiait librement tout ce qu'il voulait.

La propagande sociale-démocrate par exemple s'effectuait sans aucun contrôle. Le soviet utilisait librement les locaux publics, sans en demander l'autorisation à personne pour ses assemblées et ses meetings. Ce droit avait été conquis par la force, et personne ni rien ne put empêcher que la classe ouvrière l'exerce, pas même le massacre du 3 juillet organisé par les autorités tsaristes. C'était naturellement le soviet qui dirigeait la grève. On n'admettait aucune négociation séparée. Personne ne pouvait reprendre le travail sans l'accord du soviet. Celui-ci organisait le service de protection des

usines et des biens de la cité, et, pendant toute la période où il en fut maître, on n'enregistra pas un seul acte de pillage ou de vandalisme. Ce fut précisément quand le soviet fut dissout que commencèrent les attaques contre les boutiques.

Le soviet pris des décisions à caractère nettement politique, qui furent transmises aux ministres par un message signé de tous les députés au soviet, auquel s'ajouta la signature de milliers de grévistes. Dans ce message, on réclamait la liberté de parole, de réunion et d'association, et la convocation d'une assemblée constituante. Le soviet exigea la formation d'un tribunal pour juger les responsables des charges de la force publique contre les grévistes du 3 juillet, organisa des commissions pour collecter des fonds pour les chômeurs, des détachements pour garder les usines, etc. Immédiatement après sa constitution, fut formée une présidence de 5 membres, qui fut sans aucun doute un organisme analogue aux comités exécutifs élus dans les soviets qui surgirent ultérieurement en différents lieux du pays.

Les assemblées plénières se tenaient tous les matins à neuf heures. Une fois la session terminée, commençait l'assemblée générale des ouvriers, qui examinait toutes les questions liées à la grève. On rendait compte de son déroulement, des négociations avec les patrons et les autorités... Après la discussion, les propositions préparées par le soviet étaient soumises à l'Assemblée. Ensuite, les militants du parti prononçaient des discours d'agitation sur la situation de la classe ouvrière, et le meeting continuait jusqu'à ce que le public s'en lasse. Alors la foule entamait des hymnes révolutionnaires et l'Assemblée se dissolvait. Et cela se répétait ainsi tous les jours.

Après le massacre du trois juillet, les assemblées s'interrompirent pendant deux semaines, et lorsqu'elles reprirent, 40.000 ouvriers assistèrent à cette première réunion. Aux assemblées succédèrent des manifestations pacifiques et des meetings au centre-ville. Le 25 juillet, le soviet décida de considérer la grève comme terminée, dans la mesure où la faim commençait à régner dans les foyers ouvriers et où les patrons avaient fait des concessions considérables.

Le jour où fut annoncée la fin de la grève. Le soviet d'Ivanovo-Vosnesensk se dissout spontanément, mais ses membres continuèrent à jouer un rôle de représentants des ouvriers. Dans toutes les usines, ces derniers continuaient à les considérer comme leurs « députés », et dans tous les conflits avec l'administration, ils agissaient comme représentants de la masse ouvrière et les patrons acceptaient ce fait accompli.

## **2) Le soviet de Petersburg**

Petersbourg était, non seulement la capitale officielle du pays, mais aussi le centre du mouvement révolutionnaire, c'était là que le prolétariat était le plus actif et doté d'un esprit de combat le plus ardent. De là partait l'initiative, la pensée révolutionnaire, y compris pendant les jours de décembre, quand la capitale restait passive, pendant qu'une lutte sanglante se développait à Moscou. Petersburg était reliée par mille fils au reste du pays, et cette circonstance l'aidait à s'assimiler l'expérience des autres centres prolétariens et les résultats obtenus, à les élaborer dans son laboratoire révolutionnaire et à donner finalement en octobre 1905, la forme la plus parfaite d'organisation, le Soviet députés ouvriers qui exerça une influence énorme sur le mouvement révolutionnaire de tout le pays.

Le soviet surgit au moment de la lutte révolutionnaire la plus aiguë. L'idée de sa création fut lancée le 12 octobre lors d'une assemblée tenue à l'institut technologique. Mais en réalité les masses ouvrières avaient déjà entrepris de le créer dès le début de la révolution à travers les différentes formes de représentations dans les usines et dans les ateliers. Le 13 octobre, le soviet tenait sa première réunion plénière. L'un des principaux accords adoptés par cette session fut d'adresser un manifeste à tous les ouvriers et ouvrières, manifeste qui dit notamment : « on ne peut permettre que les grèves naissent et s'éteignent de façon sporadique. C'est pourquoi nous avons décidé de concentrer la direction du mouvement dans les mains d'un comité ouvrier commun. Nous proposons à chaque usine, à chaque

atelier, à chaque profession, qu'ils élisent des députés, à raison de 1 pour 500 ouvriers. Les députés de chaque usine ou atelier constituent un comité d'atelier ou d'usine. La réunion des députés de toutes les usines et ateliers constitue le comité ouvrier général de Petersbourg. » Au début, les ouvriers, en élisant leurs députés, les considèrent comme leurs représentants dans le comité général de grève qui s'appelle soit « soviet général ouvrier », soit simplement « soviet ouvrier », mais dès le premier moment commence à se généraliser le terme de « soviet des députés ouvriers », maintenant connu de tout le monde qui apparaît déjà dans le premier numéro de Izvestia, organe officiel des soviets.

Aucun participant au mouvement n'avait conscience de l'importance immense que cette organisation, à laquelle ils envoyaient leurs représentants, était amenée à jouer. Néanmoins, les militants les plus conscients comprenaient parfaitement qu'il ne s'agissait pas d'un simple comité de grève et que sa mission était la grève politique, non seulement pour obtenir la journée de travail de huit heures, mais pour la convocation de l'Assemblée nationale et l'obtention de la liberté politique.

A la mi-novembre, le nombre de députés au soviet était de 526, délégués de 147 usines, 34 chantiers et 16 syndicats. Sur ces députés, 508 ne représentaient pas moins de 250.000 ouvriers, c'est-à-dire la majorité écrasante du prolétariat de la capitale. En tête, comme toujours, les métallurgistes qui constituent l'avant-garde naturelle du mouvement révolutionnaire. Le nombre de leurs députés atteignait 351, venaient ensuite les ouvriers du textile avec 57 députés ; ensuite les typographes avec 32 ; les travailleurs du bois avec 23, etc., etc. Mais dans le soviet étaient aussi représentés les employés, les fonctionnaires des postes et du télégraphe et les partis révolutionnaires, sans parler du fait que nombre de députés étaient membres du parti social démocrate ouvrier russe (Bolcheviks et Mencheviks) et du parti socialiste révolutionnaire. Sur les 50 membres qui composaient le comité exécutif, 28 représentaient les usines et les chantiers, 13 les syndicats et 9 les partis socialistes. Le soviet de Petrograd réalisait – selon la définition de Lénine – l'union effective de la social-démocratie révolutionnaire, des ouvriers révolutionnaires et de la démocratie révolutionnaire. C'est là que résidaient sa force et sa faiblesse. Sa force, parce qu'il regroupait tout le prolétariat ; sa faiblesse, parce que l'initiative et l'énergie de cette masse prolétarienne se voyait neutralisée, jusqu'à un certain point, par l'indécision et les hésitations propres à la petite bourgeoisie radicale.

Petersbourg était en 1905 le centre de tous les événements, et dans la capitale même, le soviet était le centre de tout le mouvement, et ce, avant tout, comme l'a dit Trotsky, « parce que cette organisation prolétarienne, purement de classe, était une organisation de la révolution comme telle ». « Le soviet des députés ouvriers, dit celui qui en fut le président, surgit comme une réponse à des besoins objectifs, engendrés par le cours des événements, d'une organisation qui ait une autorité, regroupe toutes les masses dispersées de la capitale, unisse les tendances révolutionnaires au sein du prolétariat, soit capable d'initiative, se contrôle automatiquement elle-même, et surtout, puisse surgir de sous terre en 24 heures. »

Aucun des partis révolutionnaires existants, aucun des syndicats, peu nombreux par ailleurs, ne pouvait jouer ce rôle. Malgré l'énorme influence qu'ils avaient sur les masses ouvrières, bolcheviks et mencheviks ne regroupaient que 2 à 3000 membres à la fin de l'été et de 5 à 6000 à la fin de l'année. Avec l'aide du soviet, la social-démocratie mobilisait toute la masse. Le soviet était un centre qui animait l'organisation et la lutte sous la direction de la social-démocratie, non seulement au prolétariat mais aux secteurs petit-bourgeois de la population.

Au moment où surgit le soviet, il existait à Petersbourg une Douma (assemblée) municipale, qui était uniquement un organe de l'administration municipale, dont les pouvoirs étaient limités systématiquement par le gouvernement tsariste. Cet organisme était élu exclusivement par la classe dominante. L'un des premiers actes du soviet fut de présenter une série de revendications à la douma principale. Ces revendications étaient les suivantes : 1. Prendre des mesures immédiates pour régler l'approvisionnement de la masse ouvrière de la capitale. 2. Accorder des édifices publics aux assemblées ouvrières. 3. Abolir la concession de locaux et de subventions à la police, aux gendarmes, etc. 4. Donner l'argent de la caisse municipale au soviet pour l'armement du prolétariat de Petersbourg en lutte pour la liberté du peuple.

Ces demandes furent déposées à la Douma par une délégation du soviet. Il n'est pas besoin de dire que les membres de la Douma restèrent sourds aux revendications du prolétariat. Ils promirent d'examiner la question lors d'une session spéciale, mais la chose n'alla pas plus loin.

Le programme politique du soviet était inspiré par la social-démocratie. Ses mots d'ordre fondamentaux étaient le renversement de l'autocratie, l'Assemblée constituante, la république démocratique et la journée de huit heures.

Il dirigea trois grèves, les grèves générales d'octobre et novembre, et celle de la poste. Il lança un demi million de proclamations, il mis en pratique par la voie révolutionnaire la journée de huit heures en usines, proclama la liberté de presse et de réunion, et la concrétisa par la confiscation des imprimeries et des lieux publics ; il organisa l'aide aux chômeurs ; il prit la tête du mouvement qui arracha à l'autocratie le Manifeste du 17 octobre, promettant la convocation de la Douma et une série de libertés politiques, et, avec la grève de novembre, obligea le tsarisme à interrompre l'état de guerre en Pologne. Pendant tout un temps, dans la période de montée de la révolution, il agit réellement comme un pouvoir et alla de victoires en victoires. Le soviet lança le mot d'ordre « armez-vous ! » qui reçut un écho ardent dans le prolétariat. Dans les usines s'organisaient des groupes armés. Le soviet achetait des armes pour son compte, formait la milice ouvrière qui gardait l'imprimerie où étaient édités les Izvestia, luttait contre les bandes réactionnaires, protégeaient les assemblées, etc.

L'autorité du soviet était immense. Tout le monde, tous les exploités, ceux qui étaient victimes de brimades, accouraient à la demande d'aide. Dans sa dernière période, les visites de délégations paysannes étaient plus fréquentes, et des relations avec les soldats commençaient même à s'établir. Les tribunaux laissaient sortir les témoins si ils étaient députés au soviet, pour qu'ils puissent remplir leur fonction. Si la police arrêtait l'un d'eux sous prétexte de quelque désordre public, il était relâché dès qu'il présentait sa carte. Les autorités militaires qui gardaient la centrale électrique débloquent le courant pour l'impression des Izvestia, sur ordre du soviet, et lui communiquèrent officiellement que l'ordre était satisfait. Les cheminots et les télégraphistes étaient entièrement à sa disposition alors que le président du conseil des ministres ne pouvait en disposer quand il le voulait. Parmi les abonnés à l'organe du soviet figuraient de Witte, chef du gouvernement, et Birilov, ministre de la marine. Quand commencèrent les pogroms organisés par les « Cent-noirs » dans tout le pays, le soviet donna aux ouvriers l'ordre de s'armer. Mais ils n'avaient pas les moyens d'acquérir des armes, et ils se commencèrent à fabriquer des armes blanches dans les usines et sur les chantiers. Dans le soviet, se forma un véritable musée d'une variété inégalée. Mais plus tard, on acheta des armes. La milice était composée de 6000 ouvriers, l'institution fonctionnait normalement et ouvertement, au point que les journaux publiaient les numéros de téléphone des postes de milice auxquels on pouvait s'adresser en cas de nécessité urgente.

Le 26 novembre fut arrêté Krustalev, premier président du soviet. Ce dernier répondit par la déclaration suivante : « le président du soviet des députés ouvriers a été emprisonné par le gouvernement. Le soviet élis un nouveau président et continue à se préparer pour l'insurrection. » En effet, Trotsky fut élu. Mais la vie du soviet fut de courte durée.

Le 2 décembre, le soviet adressa un Manifeste au peuple, l'invitant à retirer l'argent des caisses d'épargne et de la banque d'Etat en exigeant son paiement en or. L'appel eut un grand écho dans la population, ce qui porta un sérieux coup au gouvernement.

Le soviet était devenu une grande force. Sous son influence se créaient des organismes analogues dans d'autres villes. Le moment où il devait s'unir aux paysans pour l'action décisive approchait, mais la démocratie révolutionnaire, représentée par le soviet, et les groupes de l'opposition bourgeoise libérale, se contentèrent de la victoire d'octobre et s'entendirent avec le tsar sur le dos du peuple. Ceci rendit confiance et force à l'autocratie, qui finit par l'emporter. Le 3 décembre, la force publique encercla l'édifice où était réuni le comité exécutif du soviet et procéda à leur arrestation et ses membres furent jugés et condamnés à la déportation en Sibérie. Plus tard, eurent lieu des tentatives

pour créer un soviet clandestin, mais la tentative ne réussit pas. Il est vrai que continuait à fonctionner un comité exécutif, mais il s'agissait en réalité d'une organisation purement nominale qui avait perdu toute sa force et son prestige. Ce comité exécutif fut arrêté à son tour au printemps 1906.

Le soviet de Petersbourg ne fut pas, comme celui de Moscou, un organe de l'insurrection armée, ce qui s'explique en grande partie par l'influence prédominante des mencheviks en son sein.

### **3) Le soviet de Moscou**

Le soviet de Moscou apparut plus tard, de même que certains autres en province. Son existence commença formellement le 22 novembre, mais l'idée de sa création avait déjà germé en septembre, pendant la grève des typos qui provoqua un puissant mouvement de solidarité dans la classe ouvrière de Moscou, avec des manifestations, des meetings, des affrontements avec la troupe et des barricades. Les typos élirent un comité qui fut en réalité l'embryon du futur soviet. En effet, ce comité de grève se transforma en un organisme révolutionnaire qui mit en pratique la liberté de réunion et de parole et organisa des assemblées dans les lieux publics, obtenant ensuite la légalisation et présentant alors une série de revendications à caractère politique. Au début, chaque atelier élut un député pour vingt ouvriers. Le comité de typos se transforma à travers les événements en soviet de Moscou. Les derniers jours de son existence, il comptait 200 députés qui représentaient plus de 100.000 ouvriers, autrement dit la majorité écrasante de la classe ouvrière de Moscou.

La nécessité de créer le soviet naquit du besoin d'un comité de grève – qui dirige le mouvement politique contre l'autocratie – composé principalement d'éléments bourgeois, avec une représentation réduite des ouvriers. Il en avait été de même dans d'autres localités comme Samara et Kiev. Plusieurs propositions d'unifications furent stimulées y compris par une partie des ouvriers qui estimaient indispensable la collaboration de tous les efforts pour lutter contre l'ennemi commun. Le soviet se prononça néanmoins résolument contre toute confusion en ce sens, sans refuser pour autant de collaborer sur des points précis de lutte contre l'autocratie. Le soviet de députés ouvriers représenta un grand pas en avant dans le développement du mouvement et devint l'organe de l'insurrection. Le soviet de Moscou prit une attitude beaucoup plus décidée que celui de Petersbourg en ce qui concerne l'armement et le travail de propagande et d'organisation parmi les soldats. Bien que de façon éphémère, se constitua même un soviet de soldats qui ne tint qu'une seule réunion.

Dans le soviet, les socialistes révolutionnaires et les mencheviks jouèrent un rôle secondaire. Le rôle primordial fut joué par les bolcheviks dont l'influence était prédominante, bien que les trois partis aient une représentation formellement égale dans le comité exécutif (deux députés chacun).

En plus du soviet central, existait des soviets de quartiers qui prirent une participation très active dans tout le mouvement.

Le soviet prit la tête de l'insurrection de décembre. La décision d'aller à la grève générale, prise par le parti social-démocrate, fut approuvée par le soviet et les assemblées générales tenues dans chaque usine.

Le soviet jouissait, comme à Petersbourg, d'un grand prestige parmi les masses travailleuses. Aux élections des députés, toute la classe travailleuse de Moscou participait ; elle accompagnait ensuite les députés à la première réunion, dans un enthousiasme délirant. Pour se faire une idée de l'enthousiasme des travailleurs et de leur participation aux élections, on peut rappeler les paroles prononcées par un vieux fondateur de Lefortova élu par ses camarades : « camarades, disait-il, je comprend seulement maintenant la force que peut représenter l'union de la classe ouvrière. J'ai vu qu'avec l'action collective dans la lutte contre nos ennemis, les bourgeois, nous pouvons obtenir tous les droits et toutes les libertés. Moi qui suis déjà vieux, je ne rêvais même pas d'être élu pour défendre nos droits ouvriers et porter le titre glorieux de représentant du soviet des députés ouvriers ; mais je crois que

nous ne pourrions pas nous passer d'une lutte sanglante contre nos oppresseurs, c'est pourquoi nous, vos élus, vous demandons de soutenir les armes à la main vos soviets de députés ouvriers. »

Sans les soviets, l'organisation du parti n'aurait pas pu conduire les masses à la lutte armée ni créer cette atmosphère de combat et de solidarité qui anima l'immense masse ouvrière.

#### **4) Les soviets dans les provinces**

La majorité des soviets dans les provinces fut organisée en novembre, et certains en décembre, sous l'influence immédiate de celui qui avait été créé par la classe ouvrière de Petersbourg. Par ailleurs, tant ce dernier que celui de Moscou avaient envoyé des délégués dans les provinces qui stimulèrent activement la constitution de ces organismes.

Il est clair que l'œuvre de ces représentants aurait été stérile s'il n'existait pas au préalable certaines conditions favorables. En effet, et depuis longtemps, existaient bon nombre d'organismes embryonnaires desquels les soviets surgirent plus tard. Sous l'influence des événements, du développement des grèves, de la répression policière, de la situation révolutionnaire en général qui prévalait dans le pays, ces organisations embryonnaires se transformèrent rapidement. Il n'y a rien de plus fécond qu'une révolution. La révolution offre un champ d'action immense à l'activité créatrice des masses, lesquelles, dans ces circonstances, mettent en pratiques en quelques heures tous les plans et tous les projets que les dirigeants du mouvement avaient médités pendant des jours et des semaines dans leurs bureaux

On dispose de peu d'éléments sur l'origine et le caractère des soviets de province. Certains se rapprochent du modèle de Moscou, d'autres de celui de Petersbourg. Dans certains endroits, ils se transforment en un pouvoir authentique. Les paysans créent également, sous l'influence de l'Alliance paysanne, des organismes révolutionnaires de masse qui à de nombreuses occasions se dénomment eux-mêmes comme soviets et entrent en rapport avec les soviets ouvriers. Tous disposent de groupes armés, bien organisés et disciplinés de manière rigoureuse. Dans de nombreux cas, tant les patrons que les autorités traitent officiellement avec le soviet, auquel il adressent des documents officiels. A Kostroma, par exemple, sous la pression du soviet, la Douma municipale concède un subside aux grévistes et 1000 roubles aux chômeurs. Sous cette même pression, les autorités se virent forcées de mettre en liberté quatre ouvriers qui avaient été emprisonnés. Les femmes – et ce fut pas l'une des caractéristiques les moins importantes du mouvement – prenaient une part très active à la vie des soviets.

Là où ils prirent un caractère révolutionnaire plus marqué, se transformant en véritables organes de pouvoir, ce fut en Sibérie. Cela s'explique, surtout, par l'influence des soldats qui revenaient du front d'extrême orient, qui constituèrent des soviets de soldats et établirent un contact étroit avec ceux qui furent mis sur pied par les ouvriers. A Krasnoïarsk, par exemple, le soviet procéda à l'expropriation des chemins de fer et de la terre et plaça entièrement sous son contrôle le service de la Poste et des Télégraphes. Des mesures de caractère analogue furent prises dans d'autres localités de cette région. A certains endroits, les éléments réactionnaires parvinrent temporairement à désorganiser le mouvement, mais la masse ouvrière réagissait de manière énergique en réduisant au silence et à l'inactivité les bandes des « Cent Noirs ».

En général, les soviets de province exerçaient un contrôle absolu sur les imprimeries et la presse. Quand ils ne publiaient pas leur propre organe, on éditait un bulletin du Parti Social-démocrate Ouvrier Russe qui le remplaçait et qui traitait des mêmes questions avec le même esprit. Chaque soviet qui surgissait devenait un centre vers lequel convergeaient les ouvriers et même les paysans des villes voisins afin d'y exposer leurs plaintes et chercher conseil.

Il n'existe pas de liste complète des soviets de députés ouvriers qui fonctionnèrent en Russie pendant la Révolution de 1905. Par rapport aux soviets de paysans et de soldats, les données que nous possédons sont encore plus incomplètes. Cependant, ce qu'on peut affirmer sans l'ombre d'un doute, c'est qu'ils jouèrent un grand rôle. Tous les documents de l'époque l'attestent d'une manière irréfutable. Malgré tout, quand en 1927 l'opposition communiste russe préconisa la création immédiate de soviets en Chine et, à l'appui de sa thèse, rappela le rôle joué par ces organismes révolutionnaires dans la Révolution russe de 1905, Staline, afin de justifier sa politique menchevique de subordination du prolétariat au Kuomintang bourgeois, affirma avec son mépris proverbial pour la vérité historique qu'en 1905 n'avait surgis que deux ou trois soviets dont l'influence dans le déroulement des événements avait été quasiment nul. Or, entre mai et octobre, outre ceux d'Ivanovo-Vosnesensk, Petersbourg et Moscou, des soviets se constituèrent dans les localités suivantes : Novorossisk, Rostov, Samara, Kiev, Chita, Irkoutsk, Krasnoïarsk, Kostroma, Saratov, Mitischí, Tver, Oriéjovo-Zouyevo, Viatka, Ekaterinbourg, Nadéjadino, Vodkino, Odessa, Nikolaïev, Kremenchoug, Yousovka, Marioupol, Taganrog, Bakou, Bialystok, Smolensk, Libau et Reval.

Il faut tenir en compte le fait que cette liste, comme nous l'avons souligné, est très incomplète et que le nombre de soviets créés fut beaucoup plus important. Malgré tout, cette liste incomplète donne une idée de l'ampleur du mouvement. Les soviets ne surgirent pas dans une région déterminée, mais bien dans toute l'immensité de la terre russe, tant au nord qu'au sud, au centre du pays, comme dans les lointaines régions de Sibérie, bien que, naturellement, ceux qui jouèrent le rôle le plus important furent ceux de Petersbourg et de Moscou.

## **5) Structure des soviets**

L'usine était la citadelle générale des soviets. Les normes d'élection variaient beaucoup selon les villes, mais partout, absolument tous les ouvriers qui travaillaient dans l'établissement, sans restriction de catégorie, participaient à l'élection du député. A Petersbourg et Moscou, on élisait un député pour 500 ouvriers ; à Odessa, 1 pour 100 ; à Kostroma, 1 pour 25 ; ailleurs il n'avait aucune norme définie. En tout cas, les soviets représentaient partout la majorité écrasante de la classe ouvrière et à Petersbourg, Moscou et Ekaterinbourg, la quasi-totalité. Leur prestige était si grand que dans certaines localités, même les petits commerçants élirent des soviets.

Comment s'organisèrent-ils ? A Petersbourg, Rostov, Novorossisk et autres localités, on procéda à l'élection directe de soviets généraux ; à Moscou, Odessa et ailleurs, furent élus parallèlement des soviets de quartier. A Moscou, ces derniers envoyaient des représentants directs au soviet général ou central ; en d'autres localités, on commençait par élire des soviets de quartier dont la réunion formait un soviet local.

En règle générale, on désignait un comité ou une commission exécutive, ou une présidence. Le président, le secrétaire et autres responsables importants étaient élus par l'Assemblée générale du soviet.

Des organes auxiliaires étaient constitués, comme les commissions d'aide aux chômeurs, d'organisation des meetings, des sections de publication et de propagande, de logement, etc. Et là où les soviets dirigeaient l'insurrection, ou devenaient des organes de pouvoirs, se créaient des groupes armés ou des milices ; on procédait à la désignation des chefs pour les institutions dont le soviet prenait le contrôle (postes, télégraphe, chemin de fer). Certains, comme les soviets de Krasnoïarsk et Riga où les soldats rentrant du front jouèrent un rôle très important, disposaient de forces armées considérables.

Tous les soviets n'avaient pas leur propre presse. Certains utilisaient la presse légale, ou celle du parti. Les Izvestia s'imprimaient en prenant possession des imprimeries. Tous les soviets tiraient des tracts

et des proclamations qui avaient une influence extraordinaire dans l'agitation. Ces formes, selon le caractère et les fonctions, se concrétisaient selon les circonstances.

## 6) Les soviets et les partis

Dans le premier soviet qui apparut en Russie, celui d'Ivanovo-Vosnesensk, la question des relations avec les partis se posa, dans la mesure où le soviet était dirigé de fait par l'organisation sociale-démocrate de la localité.

Cette question se posa de façon assez aiguë seulement à Petersbourg. Comme on le sait, le soviet de la capitale était au début un comité ouvrier chargé de diriger la grève. Mais au fur et à mesure que se développaient les événements révolutionnaires, le soviet devenait le centre de toutes les luttes du prolétariat. Le soviet lançait des mots d'ordre politiques, présentait des revendications économiques, exerçait la fonction des syndicats, alors quasiment inexistants. En un mot, c'était une nouvelle force révolutionnaire qui menait une lutte politique active contre l'autocratie. Dans ces conditions, il aboutissait à éliminer, jusqu'à un certain point, les partis sociaux démocrates de leur position d'avant-garde dans la lutte de classe et c'est pourquoi la question du rôle du soviet et de ses rapports avec les partis ouvriers ne pouvait manquer de se poser.

Déjà, le 19 octobre, sur la base de la proposition de mettre fin à la grève, le représentant des bolcheviks indiqua la nécessité de coordonner l'action du soviet avec le POSDR. Le 27, la section de Viborg du soviet examina la question et décida de proposer que ce dernier reprenne le programme social-démocrate, et les délégués bolcheviks indiquèrent même vouloir se retirer du soviet au cas où celui-ci n'accepterait pas le programme en question.

La question fut discutée successivement dans les différents quartiers et les usines où elle provoqua des débats acharnés. Le comité fédératif du parti social-démocrate ouvrier russe, constitué sur une base paritaire de représentants mencheviks et bolcheviks décida de proposer au soviet de se prononcer concrètement sur le plateforme politique. Le soviet se trouvait dans une situation très critique. Il n'opposait guère de difficultés pour adopter une résolution dans le sens d'une adhésion au programme social-démocrate, puisque l'immense majorité des représentants étaient membres du parti ou sympathisaient avec son programme. Mais il y avait aussi dans le soviet des délégués d'autres partis – socialistes révolutionnaires par exemple – et des ouvriers qui n'appartenaient à aucun parti ; mais surtout l'adhésion au programme social-démocrate se trouvait en contradiction avec le principe même sur la base duquel s'était constitué le soviet ; la représentation de toute la masse ouvrière dans une organisation de combat.

Prenant ces considérations en compte, après une réelle discussion, le soviet décida de retirer la question de l'ordre du jour. Malgré cela, les représentants bolcheviks, malgré ce qui avait été décidé, ne se retirèrent pas.

En réalité, on ne fit que repousser la question qui continua à faire l'objet de débats passionnés dans les réunions publiques et dans la presse ouvrière. Pourtant, la présentation de la question de façon définitive au soviet des députés ouvriers aurait pu produire la scission et provoquer la désorganisation du prolétariat de Petersbourg, dans l'un des moments les plus critiques.

Nous avons vu l'attitude adoptée en générale par les bolcheviks. Mais vu l'importance de la question, il vaut la peine de s'y arrêter un peu plus. A cette occasion, il fut démontré une fois de plus que, Lénine absent, les dirigeants bolcheviks étaient sujets à des erreurs grossières. Dès le début, ces dirigeants adoptèrent une attitude négative envers le soviet. Pour exercer la direction politique, disaient-ils, il faut avoir un programme politique bien défini et des buts bien concrets. Par sa structure politique, le soviet ne peut donc jouer le rôle dirigeant et, en tous cas, il est incapable de remplacer le parti. On indiquait en plus que le fait que le soviet soit une organisation non formellement inféodée à aucun parti, pouvait

le conduire dans la voie de l'opportunisme et devenir un instrument utilisé par la bourgeoisie pour canaliser les ouvriers. La conclusion qui découlait de ce raisonnement était logique : le soviet non seulement n'était pas nécessaire, mais il était même dangereux pour le prolétariat. L'arrivée de Lénine à Petersbourg mit fin à cette attitude absurde. Lénine comprit immédiatement l'immense importance des soviets, et, dans les articles publiés par Novoya Jizn, il se contenta de recommander que l'on renforce l'influence du parti à l'intérieur des soviets. Ainsi fut réglée la forme des relations entre les soviets et le parti qui servit de base, après la révolution d'Octobre, aux résolutions adoptées par les VIIe et VIIIe Congrès du parti, dans lesquelles on reconnaissait formellement que les soviets étaient une organisation absolument nécessaire.

Les mencheviks, bien qu'ils aient eu l'indiscutable mérite de lancer la création de comités ouvriers, avaient une idée très confuse de leurs buts. Aussitôt que le soviet se constitua et commença à intervenir dans la vie politique, les mencheviks eux-mêmes furent surpris du résultat insoupçonné qu'avait produite leur propagande et, comme les bolcheviks, ils exigèrent que le nouvel organisme adopte le programme social-démocrate. Le leader mencheviks Martinov, dans un article publié par Nachalo, après avoir reconnu que le soviet des députés ouvriers était la première expérience brillante de représentation autonome du prolétariat, disait : « le soviet et le parti sont deux organisations prolétariennes indépendantes qui ne peuvent coexister longtemps ». Les mencheviks ne comprenaient pas le rôle que les soviets étaient destinés à jouer. Ceux-ci luttaient pour le pouvoir, puisque c'était là le problème que l'histoire mettait à l'ordre du jour. En général, ils considéraient globalement les soviets comme une sorte de parlements ouvriers, sans aucune fonction dans la lutte de classe et les actions de masse.

Pour ce qui est des socialistes révolutionnaires, il faut observer que ce parti socialiste petit bourgeois n'avait aucune attitude définie, comme sur aucune des questions importantes. D'autre part, l'influence de ce parti dans le soviet était minime. Un an plus tard seulement, à l'automne 1906, les socialistes révolutionnaires se solidarisèrent avec le point de vue des mencheviks

Les anarchistes, malgré leur demande, ne furent pas admis dans le soviet. Lénine, dans un article sur cette question, approuva cette résolution dans la mesure où, d'après lui, le soviet n'était pas un parlement ouvrier, mais une organisation de combat pour l'obtention de buts concrets et où, dans cette organisation, ne pouvaient trouver place les représentants d'une tendance en contradiction avec les fins fondamentales de la révolution. Ce point de vue profondément erroné selon nous, fut de fait rectifié ultérieurement par les bolcheviks puisque dans les soviets de 1917, les anarchistes étaient représentés avec les mêmes droits que les autres secteurs du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Les sociaux-démocrates, aussi bien bolcheviks que mencheviks, ne concrétisèrent définitivement leur point de vue sur les soviets qu'à l'époque du congrès d'Helsingfors, quand il était déjà possible de formuler un jugement rétrospectif sur les événements.

Dans les projets de résolution proposés au congrès d'unification du POSDR, projet non discuté par lui d'ailleurs, les mencheviks donnent aux soviets le sens d'organes destinés à unir les masses ouvrières dans les actions de combat et à représenter les intérêts de ces masses devant le reste de la population.

Les bolcheviks, sans nier l'importance des soviets comme organisation de masse, indiquaient qu'au cours de la lutte de simples comités de grève se transformaient en « organes de la lutte révolutionnaire générale », et qu'ils étaient « l'embryon du pouvoir révolutionnaire ».

## **7) Les soviets et leurs ennemis**

Après avoir exposé l'attitude des différents secteurs du mouvement ouvrier vis-à-vis des soviets, il convient d'exposer, même brièvement, le jugement porté à ces organismes par les secteurs qui, de par leur nature de classe, était forcément hostile.

Les représentants des secteurs les plus réactionnaires furent, dans le camp ennemi, ceux qui comprirent le mieux le rôle et l'importance des soviets. « Novoie Vremia », organe des agrariens et de la bureaucratie, après l'occupation de son imprimerie en faveur de la publication de l'organe du soviet de Petersbourg, soulignait en commentant ce fait l'existence indubitable de deux pouvoirs et ajoutait : « Si, demain, ils en viennent à procéder à l'arrestation de Witte et à l'enfermer dans la forteresse Pierre et Paul ensemble ses ministres, nous n'en serions nullement surpris. Si les révolutionnaires ne recourent pas encore à de telles méthodes, c'est uniquement parce qu'ils ne le considèrent pas nécessaire ». Dans le même numéro où paraissait l'article dont nous avons cité ces extraits, un autre disait : « Nous avons maintenant à Petersbourg deux gouvernements, l'un doté d'immenses attributions, mais d'aucune influence : c'est le gouvernement de Witte. L'autre n'a aucune attribution, mais tout le monde lui obéit : c'est le soviet des députés ouvriers ». Mais plus éloquent encore est l'article signé par N. Menschikov, dans lequel on dit : « jusqu'à présent la Russie avait eu le plaisir de compter avec un mauvais gouvernement. Maintenant, nous en comptons deux. A côté du vieux pouvoir historique, déjà décrépité, s'est formé un autre, qui s'irrite et crie, et nous, par habitude, nous nous soumettons à lui avec une attendrissante soumission. L'empire attend ce que lui ordonnera une poignée de prolétaire : travailler ou déclarer la grève ».

Ces passages démontrent de manière éloquente que les plus dignes représentants de la réaction russe comprenaient parfaitement que le soviet était un organe qui luttait pour le pouvoir et l'embryon d'un nouveau régime.

L'impression que la constitution et le développement du soviet produisirent sur le gouvernement fut la peur. Nous avons déjà relaté ailleurs que l'autorité du soviet était tellement immense que plusieurs organes gouvernementaux exécutaient ses ordres sans hésiter. Les réunions du soviet se déroulaient ouvertement : les journaux publiaient les convocations et la police contrôlait les billets des délégués à l'entrée de l'édifice. Et cela alors que d'autres assemblées étaient interdites et y compris dissoutes par la force.

Les témoins au procès contre les députés du soviet de Petersbourg affirmaient unanimement qu'il était de facto un gouvernement et que le Tsar, déconcerté, ne faisait rien d'autre que provoquer le désordre. Ce n'est seulement qu'en novembre que les ministres commencèrent à reprendre leurs esprits et, formant un bloc avec la grande bourgeoisie réactionnaire, modifièrent fondamentalement leur tactique en prenant des mesures afin de mettre un terme à cet état des choses aussi dangereux pour lui. Dès le 3 de ce mois, le chef de la police de Petersbourg déclarait que la population « était fatiguée » du soviet. Ce dernier publia alors une réplique qui se terminait ainsi : « Le soviet des députés ouvriers exprime sa conviction que les prochains événements démontreront bien de qui le pays est fatigué ». Mais le prolétariat de Petersbourg commençait à donner des signes de fatigue et en conséquence cette déclaration n'était rien d'autre qu'une vaine menace. Les circonstances favorisaient l'adoption de mesures énergiques par le gouvernement et, en effet, le 3 décembre le soviet des députés ouvriers de Petersbourg, comme nous l'avons vu, fut dissout et arrêté par la force publique.

La bourgeoisie eut vis-à-vis du soviet une attitude analogue à celle qu'elle avait eu en général par rapport au prolétariat et à son rôle dans la Révolution de 1905. Mais au début, elle ne se rendit pas compte du caractère qu'allaient offrir les soviets et elle s'est même montrée favorablement disposée à traiter en préférence avec lui plutôt qu'avec une représentation multiple. Mais ce point de vue n'a pas duré longtemps. Quand le prolétariat, sous la direction immédiate des soviets, ne s'est plus limité à lutter contre l'autocratie - ce qui jusqu'à un certain point pouvait coïncider avec les objectifs de la bourgeoisie libérale - mais commença à attaquer frontalement le capitalisme en réclamant la journée des huit heures et une législation sociale, la bourgeoisie, craignant que le mouvement ouvrier ne sorte de ces limites et s'attache à renverser la domination capitaliste, tourna le dos à la Révolution et s'allia avec l'autocratie. C'est à partir de ce moment que s'initia l'offensive du gouvernement contre les soviets, avec la collaboration active de la bourgeoisie libérale.

## ***Les soviets en tant qu'organes de pouvoir***

### **1) Les soviets et la Révolution de Février**

La Révolution de 1905 fut vaincue, mais la classe ouvrière ne perdit pas un instant l'espérance dans la victoire. Comme on l'a dit à plusieurs reprises, l'insurrection de 1905 ne fut qu'une répétition générale de la Révolution de 1917. En 1905, les masses manquaient encore d'expérience ; le parti bolchevik commençait à peine à former ses cadres. Les soviets avaient surgi dans de nombreux points du pays, mais il n'existait aucune coordination entre eux. On tenta de convoquer un Congrès général des soviets, dont la réunion aurait pu avoir un immense impact, mais les choses ne dépassèrent pas le stade du projet. D'autre part, même si à de nombreux endroits les paysans accouraient aux soviets pour demander son soutien, il n'y eut pas la connexion nécessaire entre le mouvement prolétarien et les soulèvements à la campagne. Nous avons également vu que ce ne fut seulement qu'en Sibérie, et de manière éphémère à Moscou, que se constituèrent des soviets de soldats. Toutes ces circonstances ont puissamment contribué à l'échec de la Révolution. Mais cet échec n'avait rien de surprenant. C'était la première fois que le prolétariat russe se lançait dans une lutte à grande échelle contre l'autocratie. Le prolétariat apprend de l'expérience. Et on peut affirmer que la leçon de ces grands événements n'est pas tombée dans le vide. L'expérience des soviets de 1905 joua, en 1917, un rôle de premier ordre. Malgré le passage de douze années, l'idée des soviets était toujours vivante dans le cœur des ouvriers russes et ainsi, quand en février 1917 les ouvriers et les soldats de Petrograd se jetèrent dans la rue et abattirent le pouvoir séculier de l'autocratie, l'idée des soviets ressurgit avec une vigueur nouvelle.

Comme on le sait, le tsarisme fut renversé par un mouvement spontané des masses ouvrières. Par une série de circonstances et plus particulièrement à la suite du fait qu'au moment où éclate la Révolution, les figures les plus éminentes du bolchevisme se trouvaient en prison, en déportation ou à l'étranger, le mouvement s'est retrouvé sans direction et le pouvoir, au lieu de passer à la classe ouvrière, passa aux mains de la bourgeoisie, représentée par la Douma d'Etat, cette même bourgeoisie qui, quand commencèrent les événements, incitait le gouvernement du Tsar à noyer le mouvement dans le sang. La Révolution s'accomplit sans les soviets, mais le même jour où la bourgeoisie procéda à la nomination d'un gouvernement provisoire, se constituait le soviet des députés ouvriers de Petrograd. Sous l'impulsion des événements, l'organisme créé en 1905 et détruit par l'autocratie victorieuse surgissait à nouveau.

Mais les circonstances que nous avons mentionnées plus haut ont fait que dans ce premier soviet, comme dans tous ceux qui surgirent à cette période dans presque tout le pays, les bolcheviks n'exerçaient qu'une influence secondaire. C'est la petite-bourgeoisie radicale, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, qui obtinrent la direction de ces organismes en incarnant, avec leur phraséologie redondante et creuse, l'idéologie et les aspirations confuses des premiers moments de la révolution. L'orateur brillant emportait facilement l'adhésion des masses et les représentants petit-bourgeois n'hésitaient pas, comme toujours, à employer la phraséologie révolutionnaire tout en faisant en réalité le jeu des ennemis du prolétariat. Le plus logique aurait été que les dirigeants des soviets se fussent mis à la tête de la révolution afin de remettre le pouvoir à la classe ouvrière qui, par son seul effort, avait été capable de détruire l'autocratie. Mais, craintifs devant le mouvement des masses, conséquents, d'autre part, avec l'opinion qu'ils avaient toujours soutenue selon laquelle dans le cadre d'une révolution démocratique bourgeoisie le pouvoir devait naturellement revenir à la bourgeoisie, ils le remirent servilement aux mains de cette dernière. Et la bourgeoisie – cela va sans dire – s'est empressée d'accepter cette charge dans le but de faire tout son possible afin de décapiter la révolution et éviter que les masses n'entraînent dans leur mouvement la perte des privilégiés de la propriété agraire et de la bourgeoisie industrielle. Le soviet se limita à envoyer l'un de ses représentants, Kerenski, au gouvernement provisoire et à nommer une Commission de contrôle, chargée de surveiller ce dernier.

Mais la Révolution a sa propre logique, et malgré tous les efforts de ses dirigeants, les soviets se développèrent avec une impétuosité irrésistible et gouverner contre eux se faisait de plus en plus difficile. Cette circonstance créa ce que l'on a appelé une dualité de pouvoirs, autrement dit, l'existence parallèle de deux pouvoirs : celui de la bourgeoisie, représenté par le gouvernement provisoire, et celui des masses ouvrières, représenté par le soviet. L'histoire de la Révolution entre février et octobre n'est rien d'autre que le conflit entre ces deux pouvoirs. En fonction des rapports de forces, de la plus ou moins grande ténacité du prolétariat et de la bourgeoisie, la lutte prenait l'un ou l'autre caractère : ou bien le gouvernement provisoire attaquait le soviet, qui se voyait forcé de céder, ou bien c'était ce dernier qui prenait l'offensive et le premier qui voyait forcé de faire des concessions. Relater les détails des épisodes de cette lutte, si riche d'enseignements, nous obligerait à sortir du cadre que nous nous sommes imposés pour cette étude et lui donnerait un caractère distinct de celui que nous lui avons assigné. Au lecteur qui souhaite étudier en profondeur cette période extrêmement intéressante, nous recommandons la lecture de la magnifique « Histoire de la Révolution russe » de L. Trotsky, récemment publiée en espagnol. Notre mission doit se réduire à souligner le développement, dans ses lignes générales, des soviets jusqu'à leur transformation en organes de pouvoir.

Quelle était l'attitude des bolcheviks vis-à-vis du nouveau régime ? Les dirigeants qui se trouvaient à Petrograd au moment de la Révolution de février n'ont pas compris, aux premiers moments, l'importance des événements. En réalité, ces derniers les prirent au dépourvu et l'insurrection fut l'œuvre directe des militants de base. La Révolution de février ayant triomphé, les autres dirigeants qui étaient arrivés de déportation – et en particulier Staline et Kamenev – pratiquèrent une politique nettement opportuniste. Esclaves du schéma de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », préconisé par Lénine depuis 1905 et déjà dépassé par les événements, ils se retranchèrent dans leurs anciennes positions et promurent une politique qui consistait à ne pas sortir du cadre de la révolution démocratique bourgeoise et à appuyer le gouvernement provisoire dans la mesure où ce dernier accomplirait cette révolution.

Lénine, arrivé en Russie le 3 avril, mit un terme à ces hésitations. Lénine, qui se trouvait auparavant en Suisse, et Trotsky, qui se trouvait en Amérique, se convergèrent dans l'appréciation des événements. On pu ainsi observer le cas curieux des deux grands chefs de la Révolution qui pendant des années s'étaient séparés par leur différence d'approche de la Révolution russe, se rejoindrent au moment décisif, tandis que la « vieille garde bolchevique », qui ne comprenait rien aux enseignements du maître, adoptait une attitude clairement opportuniste.

Lénine, déjà de sa retraite en Suisse, évalua dès le premier moment le véritable caractère des événements. En recevant la nouvelle de la Révolution de Petrograd, et de la nomination du gouvernement provisoire, il écrivit : « Ce nouveau gouvernement, dans lequel les octobristes et les partisans de la « rénovation pacifique » Lvov et Goutchkov, complices d'hier de Stolypine-le-Pendeur, occupent les postes effectivement importants, les postes de combat, les postes décisifs, disposent de l'armée, du corps des fonctionnaires, - ce gouvernement où Milioukov et les autres cadets siègent plutôt à titre décoratif, pour la façade, pour prononcer de suaves et doctes discours, tandis que le « troudovik » Kerenski joue le rôle d'un baladin pour duper les ouvriers et les paysans, - ce gouvernement-là ne groupe pas des gens pris au hasard. Il est constitué par les représentants d'une nouvelle classe parvenue au pouvoir politique en Russie, la classe des grands propriétaires fonciers capitalistes et de la bourgeoisie, qui dirige depuis longtemps notre pays sur le plan économique et qui, lors de la révolution de 1905-1907 comme au cours de la contre-révolution de 1907-1914, et enfin, avec une rapidité toute particulière, pendant la guerre de 1914-1917, s'est très vite organisée sur le plan politique en s'assurant la haute main sur les organes d'auto administration locale, sur l'instruction publique, les congrès de tout genre, la Douma, les comités des industries de guerre, etc. Cette classe nouvelle avait « presque complètement » accédé au pouvoir au début de 1917 ; c'est pourquoi, dès les premiers coups portés au tsarisme, celui-ci s'est effondré, laissant la place à la bourgeoisie. En exigeant une extrême tension des forces, la guerre impérialiste a hâté le développement de la Russie arriérée au point que nous avons « d'emblée » (pratiquement, il semble que ce soit d'emblée) rattrapé l'Italie, l'Angleterre, presque la France, obtenu un gouvernement « parlementaire », « de coalition », « national » (c'est-à-dire apte à poursuivre le carnage impérialiste et à mystifier le peuple).

« A côté de ce gouvernement - qui n'est au fond qu'un simple commis de la «firme» de milliardaires «Angleterre-France» dans la guerre actuelle - a surgi un gouvernement ouvrier, le gouvernement principal, non officiel, encore embryonnaire, relativement faible, qui représente les intérêts du prolétariat et de toutes les couches pauvres de la population des villes et des campagnes. C'est le Soviet des députés ouvriers de Petrograd, qui recherche des liaisons avec les soldats et les paysans, ainsi qu'avec les ouvriers agricoles, naturellement avec ces derniers surtout, au premier chef, bien plus qu'avec les paysans. »

De cette évaluation de la situation découle toute la tactique suivie avec une conscience rigoureuse par Lénine. Ce dernier, en arrivant à Petrograd, s'oppose à la position adoptée par les dirigeants du parti et développe ses idées fondamentales dans ses célèbres « Thèses d'Avril », qui serviront de base pour toute l'orientation ultérieure du parti et qui les conduisirent au pouvoir. Les idées essentielles de ces thèses sont les suivantes ; après l'effondrement de l'autocratie, le pouvoir est passé aux mains de la bourgeoisie. La guerre est toujours une guerre impérialiste, et en conséquence le prolétariat ne peut pas la soutenir sans trahir le socialisme. Il faut « expliquer patiemment » aux masses qu'il est impossible de mettre un terme véritablement démocratique à la guerre sans abattre le capitalisme. La caractéristique particulière du moment réside dans la dualité de pouvoirs, dans laquelle « au côté du gouvernement provisoire, le gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, à l'état encore très embryonnaire mais dont l'importance croît chaque jour : les soviets de députés ouvriers et de soldats. On ne peut accorder aucune confiance ni prêter aucun soutien au gouvernement provisoire : tout le pouvoir, de haut en bas, doit appartenir aux soviets. Dans la période actuelle, le parti bolchevik est en minorité. La majorité des soviets appartient aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires, qui se trouvent sous l'influence de la bourgeoisie, qui soutiennent cette dernière et qui craignent de rompre avec les capitalistes et de prendre le pouvoir dans leurs mains. Pour la période immédiate, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » ne signifie pas encore la dictature du prolétariat, mais équivaut à exiger le pouvoir aux mains de la démocratie petite bourgeoise, afin de la séparer de la bourgeoisie. Tant que nous serons en minorité, il faut démasquer la politique conciliatrice des partis petits-bourgeois, expliquer aux masses ses erreurs et, au travers d'un travail patient et tenace parmi les ouvriers, les soldats et les paysans, conquérir leur confiance, conquérir la majorité dans les soviets. Lénine avait confiance dans le fait que les bolcheviks allaient convaincre les masses qu'ils avaient raison, et dès ce résultat obtenu, de les amener à la conscience de la nécessité de la dictature du prolétariat comme seule force capable de mettre fin à la guerre impérialiste et de résoudre la crise économique du pays.

L'expérience allait démontrer d'une manière brillante la justesse de la tactique préconisée par Lénine, qui vainquit rapidement les résistances auxquelles il s'affronta et parvint à ce que l'immense majorité du parti accepte son point de vue. Pas à pas, les bolcheviks mirent en lumière le rôle des mencheviks et des socialistes révolutionnaires et conquièrent la confiance des larges masses. L'un après l'autre, les soviets tombèrent aux mains des bolcheviks. Ce magnifique résultat s'obtint non pas d'une manière mécanique, mais bien par l'application correcte d'une tactique juste. Le couronnement de ce patient travail sera la conquête de la majorité du soviet de Petrograd. Ce fait eut une importance décisive pour l'avenir de la Révolution. Petrograd est le centre du mouvement révolutionnaire du pays ; c'est là que se trouve concentré le prolétariat le plus conscient et combatif de Russie. Petrograd était, d'autre part, la capitale. La conquête du soviet de cette dernière devait automatiquement avoir une importance décisive et elle l'eut effectivement. A partir de ce moment, la Révolution prend un rythme accéléré. Le gouvernement provisoire perd tous ses points d'appui. Le mouvement de masse se fait irrésistible. Les paysans exigent la terre, sans plus de délai ni retards. Tout le monde exige la paix et la constitution d'un gouvernement véritablement populaire. Ce gouvernement ne peut être que celui des soviets, le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », lancé par les bolcheviks, est maintenant soutenu par des millions d'ouvriers, de soldats et de paysans. Le prolétariat de Petrograd, cœur et cerveau de la révolution, brûle d'impatience. Les dirigeants du parti bolchevik préparent fébrilement l'action décisive. Le soviet est, comme en 1905, le centre vers lequel converge tout le mouvement. La création du Comité Militaire Révolutionnaire indique que la phase de propagande est terminée et qu'on passe à celle de l'organisation de l'insurrection. Le Comité Militaire Révolutionnaire concentre dans ses

mains la direction technique du mouvement. Tout est mûr pour la prise du pouvoir. Il ne manque plus qu'à fixer le moment du passage à l'action. Après quelques doutes et hésitations, ce moment est fixé, en accord avec la proposition de Trotsky, à la veille de la réunion du second congrès des soviets. Ainsi, à la prise du pouvoir par la force, dirigée et organisée par le soviet de Petrograd, suivra sa consécration par le vote et l'assentiment des représentants de toutes les masses laborieuses de Russie.

## **2) La victoire d'Octobre et sa signification**

En effet, le 25 octobre 1917, les forces armées du soviet de Petrograd occupent tous les édifices publics, prennent le Palais d'Hivers et procèdent à l'arrestation du gouvernement provisoire. La victoire s'obtient presque sans effusion de sang. La lutte sera plus dure à Moscou, où le combat se prolonge pendant une semaine. Le congrès des soviets déclare déposer le gouvernement provisoire et proclame la constitution de la République des Soviets. Avec cet acte s'ouvre une nouvelle page dans l'Histoire de l'Humanité. Les ouvriers et les paysans russes, en fondant la République soviétique, offrent aux masses exploitées du monde entier un nouveau type d'organisation de l'Etat – la dictature du prolétariat – qui est la réalisation la plus parfaite de la démocratie, puisqu'en régime soviétique, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, c'est le gouvernement de l'immense majorité de la population. Les soviets sont élus directement par les ouvriers des usines, par les soldats de chaque régiment, par les paysans de chaque village. Ils sont, dans ce sens, l'expression la plus parfaite de leur volonté et de leurs aspirations. Les membres des soviets, à la différence des représentants élus dans les parlements bourgeois, ne reçoivent aucune sorte de rétribution pour l'exercice de leurs fonctions, et ils peuvent être révoqués à n'importe quel moment de leur charge si ceux qui les ont élus considèrent qu'ils ne représentent plus leurs aspirations ni ne sont plus dignes de leur confiance.

Comme tout système de représentation, celui des soviets a, naturellement, ses défauts, mais même ainsi, ils sont incomparablement inférieurs à ceux de la démocratie bourgeoise. L'expérience russe a démontré que la dictature du prolétariat trouve son expression la plus parfaite précisément dans le régime soviétique et, dans ce sens, l'idée des soviets est le patrimoine de tout le prolétariat international. Il est évident que la révolution prolétarienne prendra d'autres caractéristiques dans les autres pays, mais il est hors de doute – l'expérience russe le démontre d'une manière irréfutable – qu'elle ne pourra pas se faire sans des organismes substantiellement similaires aux soviets.

## **3) Les soviets de paysans et la Révolution d'Octobre**

Avant d'étudier le nouveau régime créé par la Révolution d'Octobre, nous voulons consacrer quelques lignes aux soviets de paysans, car nous n'avons parlé exclusivement jusqu'ici que des soviets de députés ouvriers et de soldats. Les soviets de paysans proprement dits n'existent pas jusqu'à la victoire de la Révolution d'Octobre. Cela ne signifie pas, au contraire, que les paysans ne prirent pas une part active au mouvement soviétique. Les soviets de soldats étaient constitués, dans leur écrasante majorité, par des paysans. D'autre part, il existait dans les villages des organismes qui, sans porter le nom de soviet, accomplissaient essentiellement le même rôle qu'eux. Nous faisons ici référence aux Comités agraires. Ces comités furent mis sur pied par le gouvernement provisoire dans le but de préparer les matériaux nécessaires pour l'étude de la réforme agraire, que devait mener à bien l'Assemblée Constituante. Au début, ces comités étaient composés d'intellectuels ruraux (médecins, employés, géomètres, etc.). Mais, sous l'influence des événements révolutionnaires, ils perdirent rapidement ce caractère et les éléments « intellectuels » d'hier furent remplacés par des représentants directs des paysans. Ainsi, ces comités, auxquels on avait assigné des attributions aussi modestes, se transformèrent en organes de lutte des paysans qui dictèrent leur loi aux grands propriétaires, qui procédèrent souvent par leur propre initiative à l'expropriation de la terre, ordonnaient aux paysans de suspendre le paiement de leurs baux envers les grands propriétaires terriens pour placer ces sommes dans la caisse des comités jusqu'à ce que l'Assemblée Constituante résolve définitivement le problème de la terre.

Ainsi, potentiellement, les soviets existaient déjà dans les villages avant la Révolution d'Octobre. Après cette dernière, ils se créèrent dans tout le pays et, ensemble avec les soviets de députés ouvriers, ils constituèrent le nouveau régime instauré par la Révolution triomphante.

## ***La structure de la République des Soviets***

### **1) Les soviets ruraux**

La base du nouveau régime créé par la Révolution d'Octobre est constituée par les soviets urbains et ruraux

Les soviets ruraux sont élus à raison de un député par cent habitants et un député par vingt électeurs ouvriers d'usine, de chantiers, de fermes d'Etat, d'unités de l'armée qui se trouvaient sur le territoire concerné. Les députés sont élus en assemblée générale de citoyens jouissant du droit électoral. Les localités plus importantes peuvent procéder à l'élection au travers d'assemblées séparées. Les ouvriers d'usine, les employés d'institutions et des régiments procèdent à l'élection dans les établissements. La législation de la République soviétique ukrainienne et de la République soviétique russe prévoyait l'organisation de soviets nationaux partout où les minorités nationales représentent une masse compacte.

Les principales fonctions des soviets ruraux sont les suivantes : a) mettre en pratique et contrôler l'exécution de toutes les résolutions des organes de pouvoir supérieurs. b) aider les représentants de ces derniers à remplir leur mission dans le secteur. c) prendre des mesures pour élever le niveau économique et culturel de la population. d) garantir la préservation de l'ordre révolutionnaire et lutter contre la contre-révolution et le banditisme. e) utiliser la population travailleuse pour la préservation des puits, des ponts, etc. et pour la lutte contre les calamités naturelles. f) contribuer à la préservation des bois, des voies ferrées, du téléphone et du télégraphe sur le territoire du soviet. g) assurer le juste usufruit des terres. h) effectuer la répartition des terres et organiser des réserves de grains. i) soutenir la coopération agraire, les fermes d'Etat, l'organisation de bibliothèques, etc. j) contribuer à la liquidation de l'analphabétisme et au travail culturel parmi les minorités nationales.

Tous les soviets ruraux n'ont pas de budget indépendant : ils jouissent néanmoins d'une personnalité juridique et peuvent passer des contrats.

En général, afin d'incorporer tous les membres du soviet à un travail actif, celui-ci s'entourait de commissions spéciales. Ces commissions avaient le droit, par autorisation des soviets, de solliciter la collaboration des citoyens qui ne font pas partie du soviet et jouissent du droit électoral. Autour du soviet, il y a des commissions de contrôle, élues de la même manière que les soviets, qui en contrôlent les activités financières et rendent compte de leur mission devant l'assemblée générale des citoyens.

### **2) Les soviets urbains**

Les soviets urbains sont élus par les citoyens qui se trouvent sur leur territoire et jouissent de droits électoraux, à raison de un député pour cent électeurs ouvriers, soldats de l'armée rouge ou de la milice, et de un député pour trois cents électeurs employés des institutions d'Etat et institutions privées ou appartenant aux autres catégories d'électeurs. Il revient à ces soviets urbains de résoudre toutes les questions locales et de discuter les problèmes d'intérêt général.

Ces organes ont leur budget, grâce auquel ils prennent une part active dans la reconstitution et la transformation de l'économie populaire et de la vie sociale et culturelle. Ce budget était utilisé pour toutes les réalisations locales. En accord avec cela, ils ont le droit d'exploiter la terre et autres établissements, d'établir de nouveaux impôts locaux, de négocier des prêts, de contrôler les biens qui se trouvent sous leur juridiction, d'ouvrir de nouveaux établissements, de les louer, etc. Ils ont, également, le droit de garantir l'ordre, de contribuer à la juste organisation du mécanisme judiciaire et au travail régulier de tous les organes locaux du pouvoir de l'Etat.

L'organe dirigeant du soviet est sa réunion plénière convoquée au moins une fois par mois. La réunion plénière examine et résoud toutes les questions fondamentales de sa compétence et ratifie le budget.

Les réunions du soviet sont publiques. On y admet, avec droit de parole, mais sans droit de vote, les représentants des comités d'usine, des syndicats, des régiments et autres organisations, excepté, lorsque sont convoquées des sessions à huis clos. Afin d'établir un contact plus étroit avec les travailleurs, le soviet organise dans la mesure du possible ses sessions dans les usines, les clubs, etc. Les réunions plénières peuvent se tenir à la condition qu'y participent au moins la moitié des membres.

Les députés aux soviets urbains sont élus pour un an, c'est-à-dire jusqu'à la nouvelle élection. Les membres du soviet ne peuvent être arrêtés sans que la présidence du soviet en soit préalablement informée. Dans des cas exceptionnels, on peut procéder à l'arrestation à condition que la présidence en soit avisée dans les vingt-quatre heures.

Les sections qui doivent associer toute la masse travailleuse ont une grande importance dans l'activité du soviet. Ces sections sont souvent les suivants : a) administration ; b) finances ; c) instruction publique ; d) santé ; e) commerce et coopératives ; f) inspection ouvrière et paysanne.

En accord avec le soviet, les sections mentionnées peuvent se diviser en sections indépendantes ou créer de nouvelles sections (administrative, juridique, logement, assurances sociales, agriculture). Ces sessions examinent les questions fondamentales confiées par les organes exécutifs, élisent, quand les circonstances l'exigent, des commissions permanentes pour établir un contact plus étroit avec les différents organismes de l'appareil exécutif, participent aux réunions des commissions et aux conférences convoquées par le soviet, étudient l'action des différentes institutions, donnent leur opinion sur les questions soumises aux sections par les réunions plénières ou la présidence du soviet.

Pour mieux servir les intérêts de la masse travailleuse sur le plan culturel et administratif, et aider les soviets urbains à résoudre les problèmes fondamentaux de transformation socialiste du pays, des soviets de quartier se constituent parallèlement aux soviets centraux et fonctionnant sous sa direction en lui rendant compte de leurs travaux.

### **3) Les congrès des soviets et leurs comités exécutifs**

Les organes suprêmes du régime soviétique sont les Congrès et leurs comités exécutifs.

Les soviets ruraux d'un district élisent un Congrès de district à raison de un député pour dix membres du soviet. Pour le Congrès de canton, tous les soviets ruraux élisent des représentants à raison de un député pour mille habitants et les soviets urbains à raison de un délégué pour 200 électeurs. Le Congrès provincial est élu selon la norme de représentation suivante : un député pour dix mille habitants à partir des Congrès de districts et de cantons, un pour deux mille des soviets urbains et d'usine ; les Congrès régionaux, là où ils existent, sont constitués par les représentants des soviets urbains et des Congrès de cantons, à raison de un délégué pour vingt-cinq mille habitants, et un pour cinq mille électeurs des villes. Les Congrès des soviets des Républiques fédérées sont élus selon les normes des Congrès régionaux ou provinciaux.

Le Congrès panrusse des soviets d'ouvriers, de paysans, de soldats rouges et cosaques, est formé sur la base : a) des soviets urbains à raison de un député pour vingt-cinq mille électeurs. b) des Congrès provinciaux à raison de un député pour cent vingt-cinq mille habitants. Le congrès des soviets de l'URSS se constitue en accord avec les mêmes normes que le congrès panrusse.

La différence entre les soviets et les Congrès consiste en ce que les députés des premiers sont élus pour un temps déterminé (un an), alors que les délégués aux Congrès sont élus pour chaque Congrès et perdent leur titre à la fin de ce dernier, laissant seul en fonction le comité exécutif élu par le congrès.

Le Congrès de district se réunit une fois par an et élit un Comité exécutif de trois membres. On peut convoquer des sessions extraordinaires sur proposition du Comité exécutif du canton ou par la demande d'au moins un tiers de la population du district. Le Congrès du canton élit également un Comité exécutif de onze membres et de cinq suppléants. Le Comité exécutif du congrès provincial doit être composé de pas moins de vingt cinq membres, à l'exception de ceux de Leningrad et de Moscou, où il atteint la quarantaine de membres. Les Congrès des Républiques fédératives, le panrusse et celui de l'Union, élisent également leurs Comités exécutifs. Le second est composé de 270 membres et de 117 suppléants et le troisième de, respectivement, 371 et 138. Telle est, dans ses lignes générales, la structure du régime soviétique. Voyons à présent les fonctions de ces organes.

Les Congrès de district examinent et résolvent toutes les questions relatives à ce dernier et dirigent les travaux des organes de pouvoir qui lui sont subordonné. Le Congrès élit une Commission de contrôle. Les larges attributions dont il dispose lui donnent la possibilité d'obtenir dans son budget 40% de l'impôt agraire, 25% de l'impôt sur les constructions et des institutions judiciaires et de chercher de nouvelles sources de recettes sur les biens qui se trouvent sous sa juridiction. Les membres du Comité exécutif jouissent de l'immunité et ne peuvent être arrêté sans le consentement préalable du Bureau ou du président.

L'organe suprême de pouvoir sur le territoire du canton est le Congrès du soviet. Les fonctions, les droits et les obligations des Comités exécutifs de canton sont les suivants : a) applications dans les limites du canton des dispositions et des décrets du pouvoir central ; b) publication des résolutions en vigueur dans les limites du canton ; c) adoption de mesures disciplinaires contre les fonctionnaires et les membres des Comités exécutifs inférieurs ; d) réalisation du contrôle de l'activité de tous les organisme présents sur son territoire, sans exclure ceux qui dépendent directement du pouvoir de la République ou de l'Union. Ce contrôle ne s'étend pas aux institutions de l'Armée Rouge et aux organes judiciaires ; e) examen et approbation des budgets des districts ; f) maintien de l'ordre ; g) contrôle du fonctionnement de tous les organes du pouvoir ; h) promotion de l'agriculture ; i) adoption de mesures pour élever le niveau culturel et politique de la population ; j) conservation de la santé publique et protection de la maternité et de l'enfance ; k) direction des établissements commerciaux et industriels qui dépendent de lui, etc. Les Congrès provinciaux examinent et approuvent le budget de la province, les rapports du Comité exécutif et de ses sections et procèdent à l'élection de ce Comité.

Le Comité exécutif a le droit de demander à l'organe correspondant de la République des soviets l'abolition ou la modification des résolutions des organes centraux s'ils sont estimés préjudiciables du point de vue des conditions locales.

Les Républiques autonomes font partie d'une République de l'Union et disposent d'un Comité exécutif et d'un Conseil des Commissaires du Peuple.

Dans les républiques confédérées de l'Union, l'organe suprême est le Congrès des soviets, auquel correspond la totalité du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. Les Congrès des soviets se réunissent chaque année et de manière extraordinaire à chaque fois que cela est jugé nécessaire par le Comité exécutif ou que l'exigent les soviets des localités qui représentent au moins un tiers de toute la

population de la République. Le Conseil des Commissaires du Peuple de chaque République est l'organe exécutif du Comité exécutif central.

Enfin, l'organe suprême du régime soviétique est le congrès des soviets d'URSS, constitué définitivement le 30 décembre 1922. Ses fonctions principales sont les suivantes : a) élection du comité central exécutif et ratification des membres du Conseil des nationalités élus par les Républiques et les régions autonomes de l'Union. b) approbation et modification des principes fondamentaux de la constitution de l'URSS. c) résolution des désaccords qui ne seraient pas réglés par les organes dirigeants et les commissions de conciliation. d) modification des résolutions du comité exécutif central d'URSS sur la proposition des délégués ou des conseils et comités exécutifs des Républiques confédérées.

Le comité exécutif central est composé par le Conseil de l'Union et le Conseil des nationalités. Ces deux organes jouissent d'une égalité complète de droits. Le Conseil des commissaires du peuple est l'organe exécutif du comité central. Les décrets et résolutions de ce conseil sont obligatoires pour tout le territoire de l'Union.

#### **4) Le droit électoral**

En URSS, il n'y a pas de suffrage universel. Le prolétariat, en prenant le pouvoir, en octobre 1917, ne s'est pas laissé tromper par le respect de la démocratie formelle, il établit sa dictature. Il est en conséquence logique qu'il ait établi certaines limites dans l'exercice du droit électoral.

Selon la Constitution soviétique, peuvent élire et être élus tous les majeurs de 18 ans, de l'un ou l'autre sexe, qui remplissent les conditions suivantes : a) tous ceux qui obtiennent leurs moyens d'existence par un travail utile ou accomplissant un travail domestique donnant au premier la possibilité de travailler dehors (par exemple l'épouse au foyer ou tout autre personne qui s'occupe des enfants des ouvrières, etc.) ; b) les soldats de l'armée rouge ; c) les citoyens des catégories énumérées dans les deux points précédents qui auraient perdu leur capacité de travail ; d) les étrangers qui vivent et travaillent sur les territoires de l'URSS.

Ne peuvent élire et être élus : a) ceux qui utilisent le travail salarié dans le recherche d'un profit ; b) les personnes qui vivent d'un revenu ne procédant pas de leur travail ; c) les commerçants et intermédiaires commerciaux ; d) les moines et agents du culte ; e) les employés et agents de l'ancienne police, ainsi que les membres de la dynastie régnante ; f) les personnes mentalement anormales et celles qui se trouvent sous tutelle ; g) les personnes condamnées par les tribunaux.

Le Comité central exécutif des soviets ou le Congrès de ces derniers ont le droit d'abroger ces limitations en général ou par rapport à des personnes déterminées, bien qu'ils n'usent de ce droit qu'avec une extrême prudence.

### ***La démocratie soviétique***

Nous avons décrit à grands traits l'origine et le développement des soviets dans la période antérieure à la Révolution et la forme concrète prise par le régime soviétique après la victoire prolétarienne d'Octobre 1917. De cette rapide étude découle une conclusion : que le régime des soviets n'est pas une création artificielle, mais bien l'œuvre directe des masses laborieuses et la réalisation la plus parfaite de la démocratie. Il est facile de prévoir l'objection des tartuffes de la démocratie bourgeoise : peut-on parler de démocratie quand on limite le droit électoral et qu'on prive se ce droit une partie des citoyens ? En effet, en URSS ; il n'existe pas de démocratie formelle, forme sous laquelle se cache la dictature bourgeoise, mais bien une démocratie ouvrière.

Le lecteur nous permettra qu'à ce propos nous reproduisions quelques passages de notre œuvre « Les dictatures d'aujourd'hui » : « Les libéraux et les sociaux démocrates opposent à la dictature du prolétariat la démocratie pure. Mais tant qu'existent les classes – et par conséquent l'exploitation et l'inégalité sociales – on ne peut parler de démocratie pure. Tout le mécanisme de l'Etat, y compris dans les pays aux régimes les plus démocratiques, est mis au service de classe exploiteuse, qui constitue une minorité insignifiante. Il y a plus. Dans les pays démocratiques, la subordination du pouvoir aux banques et à la Bourse est encore plus directe que nulle part ailleurs. Il n'y a aucune Constitution, aussi libérale soit-elle, qui ne laisse les mains libres au pouvoir pour annuler les garanties constitutionnelles et adopter des mesures de répression extralégales contre la classe ouvrière si cette dernière menace l'ordre des choses. Le marxiste n'oublie jamais de demander : démocratie pour quelle classe ? Dans aucun pays capitaliste civilisé n'existe la démocratie en général : il existe uniquement la démocratie de la bourgeoisie. Entre la dictature bourgeoise et la dictature du prolétariat existent, cependant, des différences essentielles. La première, y compris en démocratie, est le gouvernement d'une minorité sur la majorité ; la seconde est le gouvernement exercé par l'immense majorité de la population (...). On n'a jamais réalisé une révolution profonde sans dictature. Mais la différence entre la dictature bourgeoise (même dans ses formes les plus démocratiques) et la dictature du prolétariat réside dans le fait que la première consiste à écraser de manière violente la résistance de la majorité de la population, constituée par les masses laborieuses des villes et des campagnes ; et la seconde, dans l'écrasement de la résistance des exploités, lesquels ne constituent qu'une minorité évidente. Sous le régime des soviets, l'immense majorité de la population – autrement dit, tous les citoyens qui vivent de leur travail et non de la plus-value extraite du travail des autres – ont le droit effectif – et non le droit nominal des démocraties bourgeoises – de participer directement à la gestion publique, d'être électeurs et élus, de destituer à tout moment les représentants qui ne se sont pas montrés dignes de la confiance octroyée, et le devoir de veiller à la conservation de ces droits en réduisant violemment à l'impuissance la classe ennemie. En résumé, en tant que régime qui s'inspire des intérêts de l'immense majorité de la population, qui exerce directement son pouvoir avec l'aide de vastes organismes populaires tels que les soviets, la dictature du prolétariat, ou pour le dire en d'autres termes, la démocratie soviétique, est un système de gouvernement infiniment plus démocratique que la République bourgeoise la plus libre. »

Ce caractère profondément démocratique du régime soviétique est ce qui lui donne sa force immense et lui permet de repousser efficacement toutes les attaques du monde capitaliste. La vitalité de ce régime est tellement grande qu'il a pu supporté y compris les plus profondes erreurs commises, depuis la mort de Lénine, par la direction du Parti communiste. Raison de plus pour que tous les véritables amis de la Russie soviétique combattent de manière implacable les déformations du régime et luttent de manière incessante pour le rétablissement de la véritable démocratie soviétique.